

**ASSEMBLÉE NATIONALE**2 avril 2021

---

FIN DE VIE - (N° 4042)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N ° 1322

présenté par  
M. Ravier  
-----**ARTICLE 2**

Après l'alinéa 2, insérer l'alinéa suivant :

« Le collègue en charge de l'examen de la demande du patient doit proposer à ce dernier, en priorité, l'option des soins palliatifs comme solution de prise en charge de sa fin de vie. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Tout patient en fin de vie a droit à un accompagnement et un soulagement de sa souffrance. L'accès aux soins palliatifs est un droit garanti par la loi n° 99-477 du 9 juin 1999 et doit être proposé en priorité au malade en fin de vie : le patient doit savoir qu'il peut bâtir un projet de fin de vie en étant accompagné dans tous les aspects de son existence (social, relationnel, psychologique, etc).